



NATIONS UNIES
MADAGASCAR



COOPERATION ENTRE LE SYSTEME DES NATIONS UNIES ET MADAGASCAR EN 2018

PRINCIPALES REALISATIONS, CONTRAINTES ET RECOMMANDATIONS





NATIONS UNIES
MADAGASCAR



COOPERATION ENTRE LE SYSTEME DES NATIONS UNIES ET MADAGASCAR EN 2018

PRINCIPALES REALISATIONS, CONTRAINTES ET RECOMMANDATIONS

"Unis dans l'action"
pour le développement de Madagascar

Sommaire

Liste des acronymes et abbréviations	i
Introduction	1
Les principales réalisations	3
Effet 1 : Accès aux opportunités de revenus et d'emplois dans une dynamique d'un processus de développement inclusif	4
Effet 2 : Gouvernance apaisée, efficace et respectueuse des droits humains	10
Effet 3 : Accès aux services sociaux de base pérennes et de qualité	22
Financement	34
Les contraintes rencontrées	36
Les enseignements tirés et bonnes pratiques	42
Recommandations	44

Liste des acronymes et abréviations

AGR	Activités génératrices de revenu	DRSP	Direction régionale de santé publique
AIEA	Agence Internationale de l'Energie Atomique	DTM	Displacement Tracking Matrix
AMM	Autorisation de mise sur le marché	DUDH	Déclaration universelle des droits de l'Homme
ANJE	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant	EPP	Ecole primaire publique
ARV	Médicaments antirétroviraux	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
BIT	Bureau International du Travail	FDS	Forces de défense et de sécurité
BNGRC	Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes	FIDA	Fonds international de développement agricole
BTP	Bâtiments et travaux publics	GAVI	Global Alliance for Vaccines and Immunization
CENI	Commission électorale nationale indépendante	GEF	Global Environment Facility
CERF	United Nations Central Emergency Response Fund	GLAAS	Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking Water
CISCO	Circonscription scolaire	GRC	Gestion des risques et catastrophes
CNIDH	Commission nationale indépendante des droits de l'Homme	HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
CNSS	Caisse nationale de solidarité pour la santé	JLV	Journée locale de vaccination
CRENAS	Centre de réhabilitation nutritionnelle ambulatoire pour les malnutris aigus sévères	JNV	Journée nationale de vaccination
CRENI	Centre de réhabilitation nutritionnelle intensif	MAE	Ministère des Affaires étrangères
CRLTE	Comité régional de lutte contre le travail des enfants	MEAH	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
CSB	Centre de santé de base	MEN	Ministère de l'Education nationale
CSU	Couverture santé universelle	MinJus	Ministère de la Justice
CTD	Collectivités territoriales décentralisées	MPPSPF	Ministère de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la Femme
DaO	Delivering as one (Unis dans l'action)	MSP	Ministère de la Sécurité publique
DHIS2	District health information software, version 2		

OCHA	Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires	PND	Plan national de développement
ODD	Objectifs de développement durable	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
ODF	Open Defecation Free	PRD	Plan régional de développement
OHCHR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	PSE	Plan sectoriel de l'éducation
OIM	Organisation Internationale pour les migrations	PTF	Partenaire technique et financier
OMS	Organisation mondiale de la santé	PTME	Prévention de la transmission de la mère à l'enfant
ONG	Organisation non gouvernementale	PVVIH	Personnes vivant avec le VIH
ONN	Office national de nutrition	RSS	Réforme du secteur sécuritaire
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel	SAP	Système d'alerte précoce
ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies de Lutte contre le VIH/sida	SDSP	Service de district de santé publique
PAC	Pôle anti-corruption	SEGN	Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale chargé de la Gendarmerie Nationale
PAM	Programme alimentaire mondial	SNU	Système des Nations Unies
PBF	United Nations Peacebuilding Fund	SONUB	Soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base
PCIME	Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant	SOP	Standard Operating Procedure
PDFT	Principes et droits fondamentaux au travail	SRMNIA-N	Santé de la reproduction, des mères, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents et de la nutrition
PECMA	Protocole national de prise en charge de la malnutrition aiguë	SSME	Semaine de la santé de la mère et de l'enfant
PECMAS	Prise en charge malnutrition aiguë sévère	SST	Sécurité et santé au travail
PME	Petites et moyennes entreprises	STD	Service technique déconcentré
PNAN	Plan national d'action pour la nutrition	SUN	Scaling Up Nutrition
		UNCDF	United Nations Capital Development Fund

UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHABITAT	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VBC	Violences basées sur le genre
WASH	Water, Sanitation and Hygiene (Eau, Hygiène et Assainissement)
ZAP	Zone administrative et pédagogique



Introduction

En 2018, le Système des Nations Unies (SNU) à Madagascar entrait dans la quatrième année de mise en œuvre de son cadre de coopération avec le pays, ou Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF), couvrant la période 2015-2019.

Le présent rapport fait la synthèse des principales réalisations, contraintes et enseignements tirés/bonnes pratiques, ainsi que les recommandations dans le cadre de la coopération entre le SNU et Madagascar, et qui ont fait l'objet d'échanges pendant la réunion de Revue annuelle entre le Système des Nations Unies et ses partenaires nationaux, le 17 décembre 2018 à l'Hôtel Carlton, Antananarivo

L'UNDAF 2015-2019

L'UNDAF, sur lequel se fonde le Programme unique - un des piliers de l'initiative « Unis dans l'Action ou Delivering as One (DaO) » - est un cadre de résultats stratégiques à moyen terme qui décrit les réponses communes et coordonnées du Système des Nations Unies aux priorités nationales stipulées dans le Plan national de développement (PND).

Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) de Madagascar pour 2015-2019 s'articule autour trois résultats majeurs (ou Effets) suivants :

1

Accès aux opportunités de revenus et d'emplois dans une dynamique d'un processus de développement inclusif

AIEA, BIT, FAO, FIDA, OCHA, ONUDI, ONUSIDA, PAM, PNUD, UNCDF, UNESCO, UNFPA, UNHABITAT, UNICEF

2

Gouvernance apaisée, efficace et respectueuse des droits humains

BIT, OHCHR, OIM, PNUD, UNESCO, UNFPA, UNHABITAT, UNICEF

3

Accès aux services sociaux de base pérennes et de qualité

AIEA, BIT, FAO, OMS, PAM, UNESCO, UNFPA, UNICEF

Jeune femme rurale déscolarisée ayant suivi une formation professionnelle en Gestion et Commerce Agricultrice et Piscicultrice à Ivoloïna - Région Atsinanana © UNESCO

A young woman in a blue dress stands barefoot on the grassy bank of a pond, holding a white bowl and pouring feed into the water. The pond is surrounded by lush green vegetation and a small hut is visible in the background.

LES PRINCIPALES REALISATIONS

effet 1



ACCÈS AUX OPPORTUNITÉS DE REVENUS ET D'EMPLOIS DANS UNE DYNAMIQUE D'UN PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT INCLUSIF

PLANIFICATION STRATÉGIQUE, SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE ET ÉVALUATION

Formulation des politiques et stratégies au niveau national, local et sectoriel

- 40 documents de politiques et stratégies développés
- Plus de 900 membres du personnel des ministères et/ou des organisations décentralisées formés dans l'élaboration des documents cadres

Suivi de la mise en œuvre et évaluation des politiques publiques au niveau national, local et sectoriel

- 11 rapports de mise en œuvre développés (suivi des Objectifs de développement durable - ODD, du Programme national de développement - PND et des priorités régionales)
- 5 outils de suivi de la mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques disponibles



Rencontre entre le Gouvernement et la mission MAPS (Mainstreaming, Acceleration and Policy Support) ou Intégration, Accélération et Appui aux politiques en faveur de la mise en œuvre de l'agenda 2030 © PNUD

ECONOMIE / EMPLOI PRODUCTIF / CROISSANCE INCLUSIVE

Renforcement et diversification des sources de revenus des populations vulnérables

- Un service d'appui aux activités économiques disponible dans la région Androy
- Plus de 5.700 emplois créés (travaux de construction) selon l'approche Haute intensité de main d'oeuvre (HIMO)
- Près de 29.180 bénéficiaires appuyés ayant accès aux activités génératrices de revenu (AGR) ou à des modules d'éducation financière
- Environ 406.000 tonnes de produits locaux transformés et achetés auprès des petits producteurs

Renforcement des capacités techniques des jeunes et des femmes pour améliorer l'employabilité et à l'auto-emploi

- Près de 44.760 jeunes formés (filères agricoles rémunératrice, BTP et autres filères rurales)
- Plus de 38.520 emplois créés par le développement de filères agricoles
- 360 femmes formées et équipées dans la filière artisanat



Jeunes ruraux déscolarisés suivant une formation professionnelle en BTP Toamasina, Région Atsinanana © UNESCO



Femmes artisanes appuyées par l'ONUDI © ONUDI



Sortie des jeunes des Régions Anosy et Androy formés en BTP en septembre 2018 © OIT

Accroissement des capacités productives et meilleure compétitivité des PME, des coopératives, des organisations paysannes et des exploitants agricoles

- Plus de 28.600 organisations paysannes et microentreprises rurales engagées dans des contrats commerciaux avec le secteur privé appuyées
- Environ 18.570 hectares de périmètres agricoles aménagés et/ou réhabilités
- 36 PME ou collectivités décentralisées formées et/ou équipées pour améliorer leur compétitivité



Beraketa : Séchage de la récolte de haricots lingots blancs produits par les jeunes agriculteurs formés dans le cadre du projet financé par le Fonds pour la consolidation de la paix © FAO



Vohimasy : Production locale de semences améliorées et adaptées par des groupements de jeunes producteurs semenciers formés aux techniques de multiplication de semences © FAO



Erombazy Amboasary Atsimo : Mise en pratique des techniques enseignées pour le séchage des produits maraîchers produits en abondance dans les zones d'intervention de l'appui d'urgence face à la sécheresse dans le Sud de Madagascar © FAO

MISE EN PLACE D'UN SYSTEME RESILIENT

Mise en place d'un système de filet de sécurité aux chocs garantissant la résilience des plus vulnérables

- 11.700 ménages ayant bénéficié de transferts monétaires d'une manière continue
- Près de 29.920 ménages ayant participé aux programmes intégrés de résilience et contrôlant des actifs (transfert monétaire ou Vivres)



Discussion pendant un focus group sur le transfert monétaire dans la commune de Nato (District Vohipeno – Region Vatovavy Fitovinany) © UNICEF

Préparation à la réduction des risques et aux urgences et interventions de relèvement précoce et de renforcement de la résilience intégrées aux réponses aux urgences pour les plus vulnérables

- 112.955 ménages ayant bénéficié de transferts monétaires/paquets humanitaires en situation de crise
- 8 plans de préparation et réponse aux crises révisés (cyclone, épidémie, sécheresse)
- 2 systèmes d'alerte et d'information mis en place : Système d'alerte précoce (SAP) et Displacement Tracking Matrix (DTM)



Distribution cash à Beroy sud, Ampanihy © PAM

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Accroissement des capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience face au changement climatique des communautés rurales et urbaines, organisations de la société civile, secteur privé, institutions et collectivités territoriales décentralisées

- 183.000 hectares d'aires protégées communautaires créées
- 7 personnes/zones géographiques ayant accès à des services d'information sur le climat
- 31 communes rurales prévues d'être raccordées par des projets d'électrification rurale à partir d'hydroélectricité

Capacités des communautés locales en termes de compétences et de moyens pour une pérennisation des services écosystémiques

- Un (01) site industriel de grande envergure contrôlé

Gestion des déchets des hôpitaux selon les normes respectant l'environnement

- 6 centres de santé ayant les capacités et les compétences nécessaires pour gérer les déchets des hôpitaux
- 6 formations sanitaires dotées des matériels sans mercure et d'équipement de traitement des déchets des hôpitaux préservant l'environnement
- 9 formations sanitaires ayant bénéficié du partage des bonnes pratiques dans la gestion des déchets



effet 2



**GOVERNANCE APAISÉE, EFFICACE ET
RESPECTUEUSE DES DROITS HUMAINS**

GOVERNANCE POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE

Appui aux Collectivités territoriales décentralisées (CTD) et aux communautés de base pour la promotion de la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace, la résistance aux chocs extérieurs et la stimulation le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population

- Plan régional de développement (PRD) de l'Androy mis à jour et validé
- 52 Structures locales de concertation mises en place dans l'Androy
- 9 intercommunalités et 11 Communes ayant élaboré et mis en œuvre leur Plan de développement local intégré et inclusif
- 58 Communes de la Région Androy ayant évalué leur Indice de gouvernance locale et ayant des plans de mise en œuvre des actions y afférentes
- 52 plateformes communautaires mixtes instituées à trois niveaux (fokontany, commune, inter-communes) au niveau des zones sensibles dans le Sud
- 50 plans locaux de paix élaborés et mis en œuvre
- 98 dialogues communautaires organisés



Dialogue communautaire © PBF



Renforcement des capacités sur les droits de l'homme à l'endroit des Forces de défense et de sécurité (FDS) au niveau de sept régions © OHCHR

- 15 personnel de médias locaux formés pour la promotion de comportements en faveur de la paix entre les Forces de défense et de sécurité (FDS) et la population
- 10 émissions radio sur la prévention des conflits produites et diffusées par les radios de proximité dans le Sud
- 40 formateurs et 16 facilitateurs dans les Régions Ihorombe, Anosy et Androy formés sur la conduite de dialogue communautaire



© CINU

Appui aux institutions démocratiques et aux acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit pour l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne

- Appui de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) dans l'organisation de l'élection présidentielle 2018
- Opérationnalisation des activités d'assistance juridique de proximité par les cliniques juridiques (7.039 cas traités) et 3 nouvelles cliniques juridiques mises en place à Betroka, Ihosy et Ambovombe
- Missions et activités du Parlement et des parlementaires mieux connus par le public à travers des émissions radio et TV sur le Sénat et sur l'Assemblée nationale, diffusées sur les chaînes nationales ; portes ouvertes à Majunga (1.086 visiteurs)



Campagne de sensibilisation dans le cadre de l'appui à l'organisation de l'élection présidentielle © PNUD



Accompagnement des "Trano Aro Zo" (TAZ) © PNUD



Journées portes ouvertes du Parlement © PNUD



Inauguration du Pôle anti-corruption d'Antananarivo © PNUD



Célébration de la Journée internationale de Lutte contre la corruption à Antsirabe © PNUD

- Pôle anti-corruption (PAC) d'Antananarivo mis en place et opérationnel
- Une Cellule anti-corruption (CAC) mise en place dans le Port de Toamasina ; des Cellules de veille et d'interpellation mises en place au sein du Ministère des Finances et du Budget (MFB) et du Ministère des Transports et de la Météorologie (MTM)
- 8.000 jeunes sensibilisés durant la Journée Réseau d'honnêteté et d'intégrité (RHI)
- 4.800 personnes mobilisées durant la Journée internationale de lutte contre la corruption, célébrée à Antsirabe

- Les Forces de défense et de sécurité (et spécialement leurs Ecoles) disposent des connaissances et informations nécessaires à une meilleure intégration du genre dans leur travail, ainsi que pour renforcer la participation et contribution des femmes dans les FDS
- Compétences de police de proximité intégrées dans la formation de la Police et la Gendarmerie nationale pour renforcer le travail de prévention des conflits et des crimes, et contribuer ainsi à la consolidation de la paix
- Disponibilité d'une expertise technique auprès du SPDSN pour assurer le pilotage de la Réforme du secteur sécuritaire (RSS)
- Des recommandations pour la mise en place de la gestion intégrée des frontières formulées et validées
- Accroissement des connaissances des parlementaires et du personnel parlementaire sur leur rôle et les outils à leur disposition en matière de contrôle parlementaire et du secteur de la sécurité
- 30 Commandants de groupements, de compagnies et de brigades de la gendarmerie issus de 3 régions (Anosy, Androy et Ihorombe) sensibilisés (et ayant défini 16 actions visant à promouvoir de bonnes pratiques pour l'amélioration de leurs performances) en vue de l'adoption de pratiques favorisant la confiance de la population envers eux



Sensibilisation des commandants de groupement, de compagnies et de brigades de la gendarmerie sur l'adoption de pratiques favorisant la confiance de la population © PBF

Fonctionnement du système judiciaire en conformité avec les normes et standards internationaux des droits de l'homme



- Renforcement des capacités de la Haute Cour Constitutionnelle pour pouvoir exercer son rôle
- Traduction en langue malagasy et duplication du Code pénal, du Code de Procédure pénale et du Code justice du service national
- Disponibilité des informations et recommandations pour la réforme de la justice militaire à Madagascar auprès des parties prenantes
- Un pool de 15 avocats défenseurs des droits humains formé et mis en place afin d'accroître l'intégration et l'utilisation des principes internationaux des droits humains dans la plaidoirie

Atelier de renforcement des capacités des avocats en matière de défense effective des droits humains devant les cours et tribunaux, octobre 2018 © OHCHR

Appui au processus de Réforme du secteur de la sécurité pour le renforcement des compétences et des capacités des Forces de défense et de sécurité (FDS), la consolidation des mécanismes de contrôle et la promotion de la confiance entre les FDS et les populations vulnérables

- Disponibilité des informations et des recommandations sur les critères de recrutement en vue de promouvoir l'intégration de plus de femmes dans les FDS
- Disponibilité des informations et des recommandations pour la réforme des systèmes de promotion des FDS, pour promouvoir la méritocratie et la gestion prévisionnelle des ressources humaines auprès des parties prenantes
- Développement d'un curriculum de formation unique et uniforme aux trois corps de FDS (armée, police et gendarmerie) pour les différentes écoles de FDS
- 400 manuels (14 modules) de formation (initiale et continue) et 1.000 manuels du participant (français et malagasy) sur les droits de l'Homme disponibles au sein des écoles de FDS
- 2 pools de formateurs formés pour les formations initiale et continue sur les questions de droits de l'homme, de la femme et des enfants
- Plus de 570 éléments opérationnels de FDS (dont 18 femmes) formés sur les droits de l'homme dans 21 régions



Session de formation des formateurs FDS à Antsirabe © OHCHR

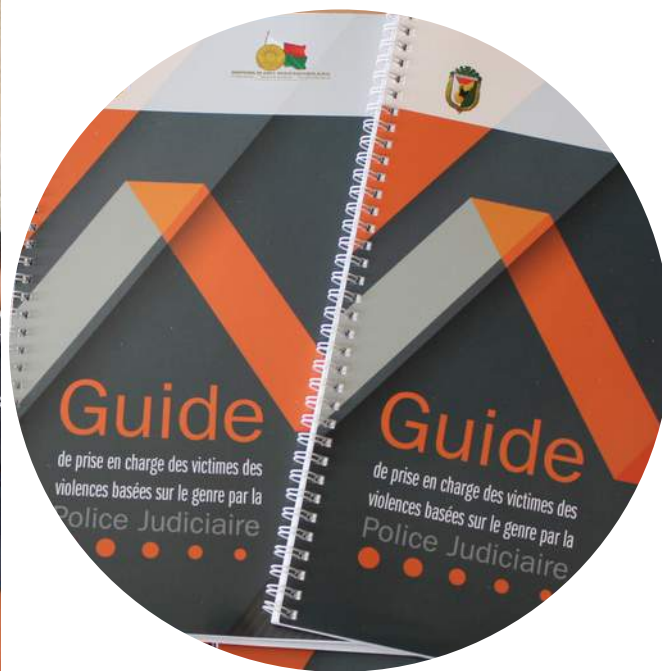
PROMOTION DES DROITS HUMAINS ET PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES

Prévention et réponses aux violences basées sur le genre (VBC) et aux pratiques néfastes

- Rédaction de l'avant-projet de loi spécifique sur la lutte contre les VBC intégrant de nouveaux cas d'infractions non prévus par le Code pénal
- 21.990 victimes de VBC référées recevant un soutien psychosocial ou des soins médicaux
- Les capacités des éléments de la police judiciaire au niveau de 20 unités opérationnelles pilotes renforcées à travers l'application d'un guide de référence conforme aux normes et standards internationaux, en matière de réponse aux VBC
- 300 gendarmes et policiers tous grades confondus sensibilisés et formés sur la prévention et les réponses aux VBC
- La perception de la population sur les interventions des FDS documentée et des propositions d'actions pour renforcer l'interaction population-FDS suggérées dans l'étude sur le phénomène de VBC pendant les raids des dahalo



Formation des femmes policières sur la prise en charge de VBC © UNFPA



"Guide de prise en charge des victimes des violences basées sur le genre par la Police Judiciaire" © UNFPA



Lancement officiel du rapport sur le phénomène de VBC pendant les raids des dahalo © UNFPA

Renforcement des systèmes et mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme

- Le dossier d'accréditation pour la conformité aux principes de Paris déposé en février 2018
- La loi 2014-007 portant création de la Commission nationale indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) modifiée et adoptée le 23 octobre 2018, érigeant la CNIDH en mécanisme national de prévention de la torture
- Le 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH) célébré ; Lancement de l'hashtag #StandUp4HumanRights
- Le 20ème anniversaire de la Déclaration sur la protection des défenseurs des droits de l'homme célébré
- Plusieurs séances de sensibilisation et de formation sur des aspects généraux et spécifiques liés aux droits humains réalisées



Ouvrages et documents relatifs aux droits de l'homme remis à l'Ecole nationale supérieure de la police
© OHCHR



Centre Vonjy © UNICEF



Des enfants pris en charge par le réseau de protection des enfants au Bureau municipal d'hygiène (BMH) à Isotry, Antananarivo © UNICEF

Renforcement de l'application de la législation en faveur de l'emploi décent

- Elaboration d'une étude sur le respect des Principes et droits fondamentaux au travail (PDFT) et les règles de Sécurité et santé au travail (SST) dans les secteurs du commerce, du tourisme et des bâtiments et travaux publics

Renforcement du système de protection de l'enfant pour une réduction de la prévalence de la violence et de l'exploitation à l'encontre des enfants

- Finalisation et lancement de l'étude sur la violence envers les enfants à Madagascar, accompagnée par un concours de slam sur la violence envers les enfants, pour les adolescents
- 7.302 enfants victimes de violence, 814 victimes d'exploitation et 1.888 enfants sinistrés après des cyclones pris en charge (médical et/ou psychosocial et/ou judiciaire) par les membres des Réseaux de protection de l'enfant
- 100% des exportateurs et 40% des collecteurs ayant signé la mise en œuvre du code de conduite et de la lettre d'engagement en faveur de la lutte contre le travail des enfants
- Renforcement de capacités dans l'application des lois et de lutte contre le travail des enfants de 8 entités dans la région SAVA (CRLTE, PMPM, Gendarmerie, Juge des enfants, Direction de la Population, Direction de l'Agriculture, Direction de l'Education, Direction de la Communication)
- Mis en place des comités locaux de lutte contre le travail des enfants dans 24 Communes (parmi les 32 Communes d'intervention)

Appui à la coordination et la planification nationale en matière de prévention et de lutte contre la traite des personnes

- Une SOP (Standard Operating Procedure) définissant les responsabilités en termes de signalement des cas de traite, d'identification et d'assistance aux victimes développée par les ministères sectoriels clés (MAE, MPPSPF, MSP, SEGN, MinJus)
- 130 victimes de la traite (VoT) assistées en accord avec les standards internationaux d'assistance et de suivi aux VoTs (y compris l'assistance au rapatriement depuis le Koweït de 100 travailleuses domestiques malgaches en situation irrégulière)

APPUI AUX MÉDIAS ET À LA SOCIÉTÉ CIVILE



Mise en place d'un environnement porteur pour la liberté d'expression, la liberté de la presse et la sécurité des journalistes

- 127 journalistes et professionnels des médias formés sur le journalisme d'investigation
- 43 articles d'interpellation publiés dans le journal d'investigation indépendant « Trandraka » (quatre numéros sortis)
- 3 sessions de dialogue organisées entre les FDS et les journalistes

Rencontre lors de la célébration de la Journée de la liberté de la presse à Toamasina © CINU

effet 3



**ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE
PÉRENNES ET DE QUALITÉ**

VOLET EDUCATION

Amélioration de l'accès et de la rétention scolaire

- 57 nouvelles infrastructures scolaires réalisées, équipées et réceptionnées dans les régions cibles
- Environ 54.000 enfants descolarisés ayant bénéficié de dispositifs et mesures de réinsertion scolaire dans les régions cibles
- 278.300 enfants vulnérables ayant bénéficié de dispositifs d'inclusion et de mesures de rétention scolaire dans les régions cibles (cantines scolaires)
- 1.600 jeunes ayant bénéficié d'activités d'alphabétisation

Amélioration de la qualité des enseignements et apprentissages

- 5.714 établissements scolaires des régions cibles ayant bénéficié de nouveaux supports d'enseignement et d'apprentissage
- 5.024 enseignants, formateurs et encadreurs pédagogiques des régions cibles ayant bénéficié d'au moins une activité de renforcement de leurs compétences selon les standards de formation établis par le MEN
- 936 établissements des régions cibles ayant bénéficié d'un encadrement et d'un suivi pédagogique périodique sur la base d'outils et de procédures standards améliorés



Baosandra Eliane, enseignante au collège d'Ankarimbary (District Vohipeno, Région Vatovavy Fitovinany) a reçu différentes formations qui lui ont permis d'améliorer la qualité de son enseignement © UNICEF

Renforcement institutionnel à tous les niveaux du système éducatif

- Près de 6.000 Directeurs d'école, chefs ZAP (zone d'animation pédagogique) et enseignants CISCO formés sur le Tableau de bord et la collecte des données
- Disponibilité des repères statistiques du Ministère de l'éducation nationale (MEN)
- Elaboration d'une stratégie nationale de développement des données de l'éducation

Renforcement des capacités de résilience et de relèvement du système éducatif face aux situations d'urgence

- 16 régions ciblées par le Plan national de contingence, dans lesquelles les administrateurs et les établissements scolaires ont bénéficié de formations en gestion des risques et catastrophes (GRC) selon le programme de formation validé par le MEN
- 25.650 élèves affectés par une situation d'urgence bénéficiés des appuis mobilisés par le cluster Education
- 70 personnels formés sur la planification de l'éducation sensible au risque

VOLET SANTE

Mise en place d'un cadre de politique, des structures sanitaires du niveau périphérique opérationnels et d'un système intégré d'approvisionnement et de distribution des intrants de santé

- Plan national de santé communautaire, Plan directeur pharmaceutique national et Plan stratégique VIH élaborés
- 104 revues organisées dont 1 revue conjointe au niveau central (50%), 22 revues au niveau DRSP (52,3%) et 81 au niveau SDSP (16,3%) ayant permis de coordonner les priorités et opérationnaliser le dispositif de coordination du RSS
- Mise en place et opérationnalisation de la Caisse nationale de solidarité pour la santé (CNSS) en phase pilote dans le district Vatovandri, dans le cadre de la mise en œuvre de la Couverture santé universelle (CSU)
- Disponibilité permanente (90,2 %) des 15 médicaments essentiels génériques traceurs assurée au niveau des Centres de santé de base (CSB)
- Mise en place d'un système intégré de gestion des informations sanitaires à travers le DHIS2 en phase pilote au niveau de 2 DRSP permettant l'accessibilité des informations en temps réduit



Une agent communautaire examinant un enfant au niveau de la communauté de Namoia (District Tsihombe - Region Androy) © UNICEF

Accès à des services complets et de qualité en santé maternelle et néonatale



Une agent de santé en train de pratiquer la consultation prénatale au centre de santé d'Ambohijoky, Antananarivo © UNICEF

- 25% des accouchements effectués dans les formations sanitaires
- Cadre d'investissement sur la SRMNA-N (GFF) élaboré, facilitant la mobilisation des ressources endogènes et externes pour améliorer les indicateurs de santé maternelle
- Mise en place d'un nouveau centre de traitement des cancers, équipé en appareils de cryothérapie, à l'Hôpital Joseph Ravoahangy Andrianavalona (HJRA)
- Plateaux techniques de 211 CSB renforcés en kits sage-femme, 40 CSB en tables d'accouchement et ventouses
- Capacités renforcées de 22 responsables régionaux en surveillance des décès maternels, de 90 agents de santé en SONUB dans 5 régions, de 50 agents de santé en réanimation de la mère et du nouveau-né dans 4 régions, et de 131 AS en PTME dans 2 régions
- Croissance de la couverture contraceptive nationale, allant de 31% à 34%
- Plus de 1.170 victimes de fistules obstétricales réparées
- 35 sages-femmes contractualisées dans 3 régions

Disponibilité des interventions préventives et curatives à haut impact relatives à la santé de l'enfant et des jeunes

- Plus de 48.480 enfants non vaccinés rattrapés (59%) pour l'antigène de référence (Penta 3) pendant les deux passages de SSME
- Plus de 7.100.200 doses de vaccins administrées pendant les JNV et 1 JLV
- 200 CSB et plus de 3.652 agents communautaires dotés en intrants PCIME
- Madagascar déclaré libre de la poliomyélite en juin 2018
- Octroi de la subvention GAVI au pays pour le renforcement de la couverture d'ici 2020 de 80% des structures sanitaires en équipements de chaîne de froid
- 88 agents de santé et 915 agents communautaires dans la région Anosy formés sur la santé des adolescents

Application correcte des protocoles de dépistage et de prise en charge des principales maladies transmissibles y compris le VIH/sida

- Prise en charge effective de moins de 3.060 cas (85%) de personnes vivant avec le VIH (PVVIH) aux ARV correspondant à une augmentation de 34% par rapport à 2017
- Distribution de masse de médicaments dans 87 districts à haut risque (couverture thérapeutique schistosomiasis à 83,40 % et géo helminthiasis à 87,50 %)
- Extension de la surveillance intégrée des maladies à base électronique à 13 districts supplémentaires, portant ainsi le nombre de districts couverts de 29 à 46 districts sanitaires (40%)



Campagne de vaccination anti-polio (c) OMS



Lutte contre le VIH/Sida : rencontre avec les populations clés lors de la mission de supervision conjointe Nations Unies/Partenaires à Mahajanga en aopt 2018 (c) ONUSIDA

Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles du dispositif de gestion et de réduction des risques de catastrophes en santé

- Assistance médicale assurée en riposte sanitaire à la crise dans le Grand sud (340.000 personnes prises en charge dont 121.600 enfants de moins de 5 ans et 43.282 femmes enceintes)
- Assistance médicale aux victimes des cyclones
- Mobilisation du gouvernement et des partenaires nationaux et internationaux pour l'achat des vaccins et la riposte à l'épidémie de rougeole en cours : 328.583 (86%) enfants vaccinés dans les districts d'Antananarivo et 2.355.989 USD mobilisés pour la riposte dans 25 districts sanitaires prioritaires (sur les 44) identifiés
- Une nouvelle stratégie de lutte contre la peste mettant l'accent sur l'anticipation « Attack First » élaborée et les SOPs de surveillance et prise en charge mis à jour
- Missions d'investigation de toutes les alertes de cas sporadiques de pestes pulmonaires et riposte à la base permettant le confinement des cas de pestes pulmonaires durant la saison pesteuse 2018
- Renforcement des capacités nationales de confirmation des cas de peste en cours : formation des personnels des labos; création du Laboratoire national de référence

VOLET NUTRITION

Appui à l'élaboration, la mise à jour et la dissémination des documents politiques, stratégiques et plans nationaux

- Mise à jour de la Politique nationale de nutrition et élaboration du budget, du Plan de mise en oeuvre et du Plan de suivi & évaluation du Plan national d'action pour la nutrition 2017-2021 (PNAN III)
- Décret national sur le code de de commercialisation des substituts du lait maternel révisé
- Stratégie Association des parlementaires malgaches pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (APMSAN) mise en œuvre : inventaire des lois et politiques relatives à la sécurité alimentaire et la nutrition réalisé ; participation des parlementaires Malagasy à la session des associations des parlementaires pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle à Madrid



Dépistage de la malnutrition au niveau du centre de santé d'Andranomena, Antananarivo © UNICEF

Renforcement des capacités des parties nationales dans le secteur Nutrition

- 7 pools de formateurs formés sur la prise en charge malnutrition aiguë sévère (PECMAS), le monitoring par SMS, l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), la nutrition de la femme (NDF) et le développement de la petite enfance (DPE) dans 7 Régions
- 31 agents de santé et 621 agents communautaires de nutrition formés sur la nutrition, le suivi de la croissance et la communication pour un changement de comportement (Ampanihy et Amboasary)
- Protocole national de prise en charge malnutrition aiguë (PECMA) mis à jour
- Système de gestion des données des sites de nutrition communautaire mis en place



Food Distribution et sensibilisation des mères à Itampolo Tanindranto © PAM

Appui à la mise en œuvre des interventions du PNAN III

- Moyens producteurs de Menabe organisés et équipés
- 2 campagnes de Semaines Santé de la Mère et de l'Enfant (SSME) réalisées
- Mise en place des Centres de réhabilitation nutritionnelle intensif (CRENI) dans 7 hôpitaux régionaux et 26 hôpitaux de districts
- Mise en place des Centres de réhabilitation nutritionnelle ambulatoire pour les malnutris aigus sévères (CRENAS) dans 534 CSB
- Une association de jeunes éleveurs formée sur le lien entre l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition
- Taux de performance des CRENAM conformes aux standards Sphère (taux de guérison : 77%, taux d'abandon : 6%, taux de non réponse : 16,6% et taux de décès : 0%)
- Environ 2.900 patients tuberculeux traités chaque mois



Prise périmètre brachial, Itampolo Tanindranto © PAM

VOLET EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

Mise en place d'un cadre institutionnel, de planification et de coordination du secteur WASH

- Analyse des goulots d'étranglement du secteur WASH (WASHBAT) réalisée
- Enquête GLAAS (Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking Water) réalisée
- Plan sectoriel WASH 2019-2025-2030 développé
- Revue Genre WASH effectuée
- Données de référence ASWA II disponibles
- Finalisation et validation des Comptes Nationaux du WASH 2013-2015 (TrackFin)

Promotion des bonnes manières d'hygiène et développement des infrastructures WASH

- Environ 300.000 élèves scolarisés dans des écoles 1, 2, 3 Etoiles
- 41% des écoles ou centres de santé dans les zones d'intervention certifiées 1 Etoile (dispositif de lave-mains, traitement de l'eau, promotion hygiène) depuis 2015
- 38 écoles certifiées 3 Etoiles et 11 Centres de santé certifiés 3 Etoiles en 2018
- 1.141 écoles primaires publiques (EPP) sensibilisées en Gestion de l'hygiène menstruelle
- 133 agents de santé formés sur le WASH dans les formations sanitaires, et disposant de plans WASH/WASH Fit



Un enfant en train de se ravitailler en eau potable à Berano, District Amboasary Sud, Region Anosy
© UNICEF

Accès durable à des sources d'eau potable

- 86,600 personnes ont accès à l'eau potable dans les 10 régions d'interventions
- 28.700 personnes vivant dans des communautés résilientes (Usages multiples de l'eau, MUS)

Eradication de la défécation à l'air libre et utilisation des installations sanitaires

- Plus de 100,000 personnes ne pratiquent plus de la défécation à l'air libre
- 85,200 personnes vivent dans des communautés ODF
- 434,450 personnes disposant d'une latrine non partagée avec lave mains depuis 2015
- La stratégie CLTS dans les petites villes est en cours de finalisation



Réponses aux urgences pour l'accès à l'eau, à des installations sanitaires améliorées et aux pratiques d'hygiène

- Environ 330,000 personnes atteintes par une crise humanitaire utilisant de l'eau potable (soit 73% de la cible Cluster WASH)
- Environ 186,000 des personnes atteintes par une crise humanitaire utilisant un dispositif de lavage des mains (soit 70% de la cible Cluster WASH)
- Environ 2,300 personnes atteintes par une crise humanitaire utilisant un assainissement de base



FINANCEMENT

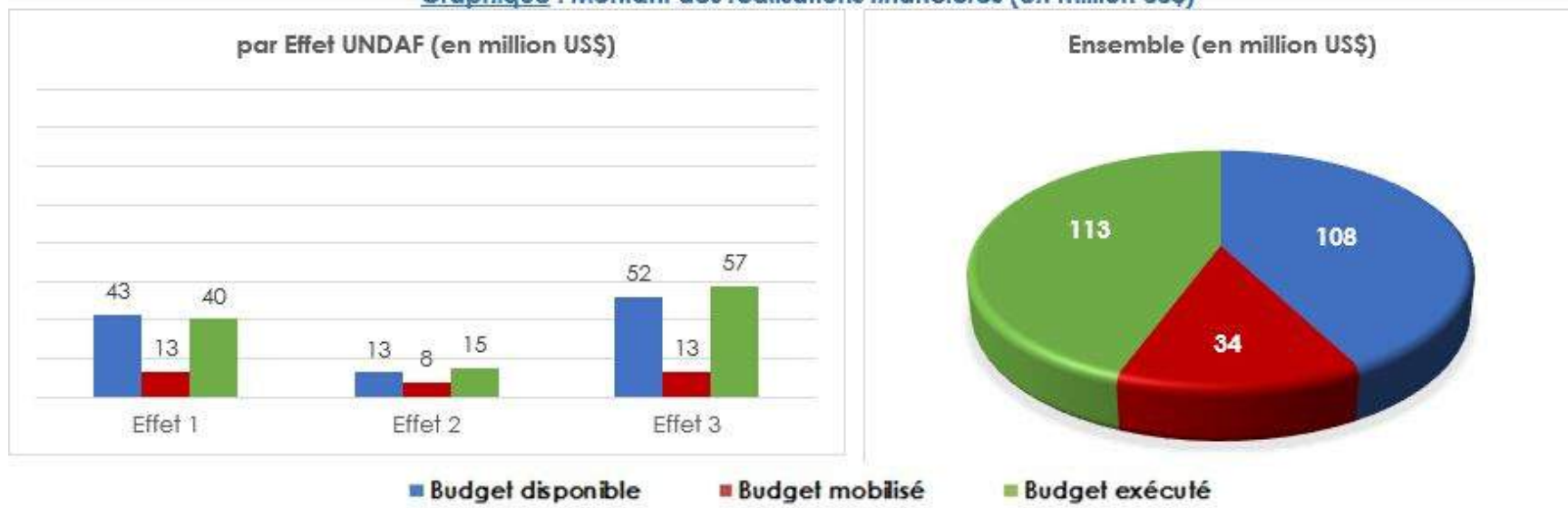
Au cours de l'année 2018, les agences des Nations Unies ont pu mobiliser au total près de 34 millions USD (dont 38% destinées à l'Effet 1, 23% à l'Effet 2 et 39 % à l'Effet 3). Les ressources (régulières et autres) déjà disponibles au niveau des agences représentent plus de 95% des ressources totales allouées à la mise en œuvre de l'UNDAF. Les ressources totales s'élèvent près de 142 millions USD (dont 40% destinées à l'Effet 1, 14% à l'Effet 2 et 46 % à l'Effet 3).

En outre, les sources de financement de l'UNDAF sont constituées par :

- les ressources régulières des agences venant des contributions des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies
- les ressources extrabudgétaires venant d'autres donateurs (GAVI, GEF, Global Fund, CERF, PBF, ...)
- les autres ressources mobilisées localement auprès des donateurs multilatéraux (Union européenne, Banque Mondiale, ...) et bilatéraux (Norvège, Japon, Corée du Sud, Principauté de Monaco,...)

Enfin, le taux d'exécution financière (rapport entre le budget exécuté et le budget total) avoisine 80% et les taux d'exécution financières des trois effets UNDAF sont aux mêmes niveaux (72% pour l'Effet 1, 75% pour l'Effet 2 et 88% pour l'Effet 3).

Graphique : Montant des réalisations financières (en million US\$)





LES CONTRAINTES RENCONTREES

Contraintes globales

- Retard de certaines activités dû aux problématiques et lenteurs de dédouanement ;
- Changements fréquents au niveau des points focaux nationaux entraînant une perte des connaissances ;
- Faible présence du personnel de la partie nationale au niveau des districts

effet 1

- Intérêt limité des prestataires à soumissionner pour réaliser les activités prévues dans certains sites d'intervention à cause de l'insécurité en milieu rural et l'enclavement, causant le retard dans la mise en œuvre ;
- Insuffisance de communication entre les partenaires de mise en œuvre et entre le niveau central et régional.

effet 2

- Situation sécuritaire aggravante dans le sud de Madagascar (ex : Ambovombe et Amboasary) ;
- Difficultés liées à la pérennisation de plusieurs projets ;
- Retard dans la validation de certaines lois (Accès à l'information, recouvrement des avoirs illicites, etc.) ;
- Retard dans l'opérationnalisation de la Stratégie nationale de développement locale (SNDL) et dans la mise en fonction effective de l'antenne du BNGRC.

VOLET EDUCATION

- Non-respect des échéances dans la programmation des activités par les Ministère et autres acteurs étatiques partenaires dû au contexte national (épidémie de peste, crise, cyclone) ;
- Dans le domaine de la construction : non opérationnalisation des infrastructures ; difficulté à trouver des personnes ressources locales ayant le niveau requis et insuffisance de l'offre de service ;
- Etat de dégradation des routes très avancé rendant très difficile l'approvisionnement ;
- Retard dans la production de données statistiques au niveau des partenaires : cours de remise à niveau (CRAN), urgences, formations, effectifs, performance, etc.
- Insuffisance de qualifications des enseignants.

VOLET SANTE

- Coordination non optimale entre les différents départements ministériels (multisectorialité) et en particulier au niveau décentralisé (coordination multisectorielle non institutionnalisée) ;

VOLET NUTRITION

- Besoin de renforcement de la coordination du gouvernement pour les activités de nutrition de développement et d'urgence ;
- Difficulté de mobiliser des ressources hors urgence pour le renforcement de la résilience des populations du Sud et pour la lutte contre la malnutrition chronique ;
- Faiblesse des systèmes de gestion des données nationales en matière de nutrition.

effet 3

VOLET EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

- Changements fréquents de la structure des Ministères en charge de l'eau et de l'assainissement au niveau central et régional ;
- Faible capacité du secteur privé à répondre à la demande surtout dans le domaine de la construction des ouvrages d'eau ;
- Impacts négatifs du changement climatique sur la ressource en eau, en quantité et qualité (sécheresse, salinité), notamment dans le Sud ;
- Gap de financement important, estimé à 50 millions USD (coût élevé des pipelines) ;
- Faibles capacités des structures déconcentrées pour une réponse d'urgence épidémique.

Un agent recenseur en train de faire le dénombre d'un ménage dans le Fokontany d'Antanetimboangy, Commune rurale d'Analavory (c) UNFPA

ENSEIGNEMENTS TIRES & BONNES PRATIQUES

effet 1

- Implication de la contrepartie nationale dans la définition du Plan de travail conjoint 2018 de l'UNDAF ;
- Processus participatif et riche en échanges dans l'élaboration de la Feuille de route nationale du Dividende démographique : renforcement de capacités, appropriation, partage d'expériences ;
- Implication des autorités locales favorisant la réussite du dénombrement de la population (RGPH) ;
- Mise en place de plateformes publique/privée et de coordination bailleurs/partie nationale pour le secteur énergie, et suivi de la Nouvelle politique de l'énergie (NPE)
- Sensibilisation par les pairs (personnes ressources de proximité) indispensable pour une bonne appropriation des interventions.

effet 2

- Bureau conjoint modèle à Betroka : activités bien planifiées et exécutées par une équipe conjointe des Nations Unies ;
- Mise en place des numéros et adresses e-mail liés à la fonction et non plus aux personnes au sein des ministères permettant d'assurer la continuité ;
- Impact positif résultant de l'utilisation des réseaux et thématiques pour les activités de renforcement de la société civile.

VOLET EDUCATION

- Impact amplifié grâce à une vision holistique des problématiques et une approche multisectorielle (ministères de l'éducation et de la jeunesse, BNGRC)
- Implication des autorités locales et des services décentralisés dans l'organisation des activités sur terrain facilitant la mise en œuvre ;
- Alignement des activités sur des initiatives nationales (Stratégie nationale de développement des données dans le domaine de l'Education) ;
- Mobilisation du secteur privé pour des appuis financiers et techniques ;
- Appui aux activités génératrices de revenu des parents d'élèves ;
- Diversification alimentaire et apport nutritionnel dans les cantines scolaires ;
- Renforcement des capacités des enseignants et dotations d'outils/supports rendant les enseignants autonomes et autodidactes.

VOLET SANTE

- Dialogue de partenariat avec les parties prenantes mené par le Ministère de la Santé, selon les thématiques prioritaires ;
- Mutualisation des ressources pour une action conjointe et multisectorielle avec le Gouvernement dans la réponse aux épidémies et à la sécheresse dans le Grand Sud ;
- Réalisation de la Revue Après Action permettant de tirer des leçons et combler les manques de ressources avant la prochaine saison pesteuse ;
- Coopération Sud-Sud sur la prise en charge holistique de la fistule obstétricale (visite d'étude à Madagascar d'une mission du Ministère de la Santé et de l'Association des Gynécologues de Mozambique)

VOLET NUTRITION

- Documentation des bonnes pratiques de coordination, de planification et de suivi des niveaux déconcentrés pour une meilleure intégration de la nutrition et de la santé ;
- Plusieurs projets agricoles intègrent la nutrition comme dimension prioritaire ;
- Système de surveillance nutritionnelle (SSN) actif avec contrôle qualité de l'information collectée par dépistage communautaire chaque trimestre ;
- Amélioration continue de la qualité des exercices IPC (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire), avec intégration des données du SSN.

VOLET EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

- Utilisation de l'outil d'analyse des goulots d'étranglement WASH BAT et de l'enquête GLAAS (Analyse et évaluation mondiales sur l'assainissement et l'eau potable) pour développer le Plan sectoriel WASH ;
- Utilisation de l'outil de plaidoyer Game Changer pour la mobilisation des ressources pour les pipelines au Sud ;
- Professionnalisation et renforcement des capacités des acteurs du secteur Eau pour la construction des ouvrages de meilleure qualité (forage durable, études de faisabilité, supervision, ...)
- Pre-positionnements des stocks des matériels WASH à temps dans les zones à risques et enclavés ;
- Existence d'un plan de contingence régional des régions à risque.



RECOMMANDATIONS

Recommandation globale

- Disposer des Plans de travail conjoints avant la fin du 1er trimestre de l'année en cours.

effet 1

- Promouvoir les discussions thématiques afin de faciliter la programmation conjointe, le suivi et les synergies ;
- Intégrer le plan de travail conjoint dans le plan d'action de la partie nationale ;
- Renforcer la collaboration avec les autres projets de développement (cas du projet Approche Paysage dans la région Atsimo Andrefana) ;
- Renforcer l'intégration de la dimension préservation de l'environnement dans les actions de lutte contre la pauvreté ;
- Combiner la protection de la biodiversité avec les actions touchant d'autres domaines de développement.

effet 2

- Accélérer la validation et la mise en œuvre des stratégies nationales, des lois et autres instruments nationaux nécessaires pour la bonne conduite des activités ;
- Mettre en place une stratégie de renforcement des capacités de la société civile en fonction des profils thématiques ;
- Clarifier avec la partie nationale, les modalités de mise en œuvre en lien avec les conditions de taxations pour éviter les retards déjà connus.

effet 3

VOLET EDUCATION

- Renforcer le leadership du Ministère de l'éducation nationale pour la coordination des activités ;
- Renforcer les synergies de travail entre les différentes Directions du MEN et entre le niveau central et les Services techniques déconcentrés (technique et organisationnel) ;
- Répliquer le programme conjoint Education pour tous ;
- Impliquer les autres départements ministériels (Agriculture, Finances, etc.) et autres acteurs (ONN, secteur privé, etc.) dans l'alimentation scolaire basée sur les achats locaux ;
- Impliquer les différentes parties prenantes dans le projet de construction, de l'implantation jusqu'à la réception pour une meilleure appropriation.

VOLET SANTE

- Institutionnaliser le mécanisme de coordination multisectorielle, surtout au niveau décentralisé ;
- Renforcer le suivi de la disponibilité et de l'appropriation des documents cadre, notamment au niveau des structures décentralisées ;
- Demander une autorisation à titre exceptionnel de dédouanement des intrants et médicaments auprès de l'AMM surtout en situation d'urgence sanitaire ;
- Renforcer le suivi et le contrôle de l'exécution financière ;
- Prendre des mesures pérennes pour l'engagement à temps de l'Etat sur le co-financement à l'achat des vaccins traditionnels et la signature du décret d'application de la Loi sur le financement de la vaccination.

VOLET NUTRITION

- Faire le plaidoyer pour l'identification d'un donateur convenir pour la nutrition avec la création d'un groupe de partenaires techniques et financiers ;
- Sensibiliser les différents groupes cibles (population, gouvernement, bailleurs, acteurs multisectoriels, etc.) pour une meilleure compréhension de la nutrition ;
- Améliorer la coordination et la documentation des interventions de nutrition par Commune ;
- Compléter les exercices IPC « malnutrition aiguë » et « insécurité alimentaire chronique » pour permettre une meilleure analyse des pics aigus ;
- Renforcer la mobilisation conjointe des ressources pour la résilience et le développement.

VOLET EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

- Renforcer la coordination sectorielle pour accompagner le pays à atteindre l'ODD 6 en 2030 ;
- Finaliser le Code de l'eau en intégrant les éléments de la gestion de la ressource ;
- Développer le plan d'investissement du secteur eau et faire une analyse des goulots d'étranglement du secteur privé ;
- Mobiliser les ressources pour le Sud en vue de finaliser les travaux de construction des 3 pipelines pour desservir plus de 140.000 personnes dans le besoin ;
- Renforcer les connaissances sur la ressource en eau pour répondre aux impacts du changement climatique au Sud ;
- Renforcer les approches participatives pour une meilleure appropriation et durabilité des ouvrages par les communautés ;
- Développer des stratégies de mise en œuvre des programmes WASH en milieu urbain et semi-urbain pour se préparer aux futurs besoins.





NATIONS UNIES
MADAGASCAR





NATIONS UNIES
MADAGASCAR



<http://mg.one.un.org>



@MG_One_UN



@SNUMadagascar